

Revue de presse



Dimanche 30 Décembre 2021



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani à Oran](#)



Le président de la République islamique de Mauritanie, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, est arrivé mercredi à Oran, dans le cadre de sa visite d'Etat de trois jours en Algérie à l'invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

CAPC : Le rapport de la Banque mondiale est "très loin" des changements fondamentaux que connaît l'économie nationale

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a dénoncé mercredi le contenu du rapport de la Banque mondiale sur l'économie algérienne, estimant qu'il est "très loin" des changements fondamentaux que connaît l'économie nationale et est "complètement contradictoire" avec la mission de cette instance internationale.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

L'expert international Leghliel met à nu le rapport tendancieux de la Banque mondiale

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie a été complètement démonté par l'expert international en énergie et Bourse, Nouredine Leghliel, qui a présenté les indicateurs macroéconomiques favorables à la relance de l'économie nationale.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Henni invite la BADR à réduire les délais de traitement des dossiers de financement des paysans

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a invité, mercredi, les responsables de la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural "BADR" à réduire, autant que faire se peut, les délais de traitement des dossiers de financement des agriculteurs, dans le cadre de la campagne labours-semences de la saison 2021/2022, indique un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Hydrocarbures/exploitation: le lancement de l'appel d'offres tributaire de la situation du marché](#)

L'Algérie compte lancer en 2022 un appel d'offres destiné aux compagnies internationales pour la recherche et l'exploitation des hydrocarbures, selon le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, soulignant toutefois que cet appel reste tributaire de la situation du marché.



[Le Président mauritanien salué à son départ par le Premier ministre](#)



Le président mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, a achevé sa visite d'Etat en Algérie. Cette dernière a duré trois jours.

Ce mercredi, le président de la République islamique de Mauritanie a effectué une visite à Oran. Accompagné des ministres mauritaniens de l'équipement et du transport, Mohamed Mhimid, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Taleb Ould Sid Ahmed et de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, Amal Sidi Ould Cheikh, il s'est rendu à la zone industrielle d'Arzew.

[L'heure est au bilan
Covid-19 et l'année 2021](#)



L'année 2021 tire à sa fin. Elle a été marquée par une résistance indomptable contre la pandémie du Covid-19. Une année qui a vu la fabrication du vaccin en Algérie, une première en Afrique et dans le monde arabe, un facteur très déterminant face à la guerre biologique du Covid-19.

[La Banque mondiale n'en est pas à sa première : Où est l'objectivité ?](#)

Alors que le Fonds monétaire international a salué, il y a quelques semaines, les efforts consentis par l'Algérie pour relancer la croissance économique et réduire la dépendance aux hydrocarbures, la Banque mondiale établit un rapport évoquant l'effondrement de l'économie nationale. Un tableau contesté par les pouvoirs publics qui déplorent «l'absence d'objectivité et de bonne foi» de la part de ses rédacteurs, y voyant des manipulations exercées par des lobbies «connus pour leur acharnement contre l'Algérie».



[Un mutisme révélateur](#)

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie surprend par sa partialité et son manque flagrant d'objectivité et de discernement. Un rapport tronqué jusqu'à l'excès, truffé de contrevérités et de conclusions absurdes, donnant la preuve d'une animosité sur commande et traduisant une volonté franche et avouée de faire délibérément l'impasse sur tous les succès que l'Algérie a recueillis de la part d'autres institutions internationales reconnues pour leur crédibilité.



[Rapport de la banque mondiale sur l'Algérie : Des chiffres pour contrer les allégations](#)

La Banque mondiale vient de transgresser les règles en rédigeant un rapport mitigé sur l'état 2020 et les perspectives 2021/2022 de l'économie algérienne.



[Rapport de la banque mondiale sur l'Algérie : Des conclusions fausses qui décrédibilisent l'institution](#)

Les conclusions du dernier rapport publié par la Banque mondiale (BM), consacré au suivi de la situation économique de l'Algérie, ont été contestées par des experts économiques algériens qui ont estimé que ce rapport était "biaisé", avec l'objectif de porter atteinte à l'image de l'Algérie.



[Dr Ahmed Souahlia, spécialiste en économie-finances à EL MOUDJAHID : «Un rapport tendancieux...»](#)

Invité à décrypter le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie, l'expert Ahmed Souahlia estime que le document est en contradiction avec les rapports émis par des institutions analogues. «La Banque mondiale s'inscrit, dit-il, en porte-à-faux avec le rapport du FMI qui a relevé, il y a juste deux mois, la stabilité de l'économie algérienne qui s'en est sortie haut la main malgré la pandémie de coronavirus.»



L'ÉDITO

2022 : année de la relance

L'année 2021 restera celle que l'on verra partir sans regret. Aucun. Elle a été marquée par la pandémie de Covid-19 qui a, en plus de faire des centaines de morts, laissé des traces qui seront très difficiles à effacer. Comme mourir par manque d'oxygène dans des CHU dotés pour la plupart d'équipements performants par l'État.



ALORS QUE 73 000 ENTREPRISES ONT CESSÉ LEURS ACTIVITÉS ENTRE 2020 ET 2021

Près de 500 000 postes d'emploi menacés

“Plus de 80% des entreprises qui ont déposé leur bilan durant ces deux dernières années ont été confrontées à de sérieux problèmes de manque de trésorerie et de fonds de roulement”, constate Adel Bensaci, président du Conseil national consultatif de la petite et moyenne entreprise (CNC PME).



HYDROCARBURES

La production reprend de la vigueur

La production d'hydrocarbures s'est beaucoup améliorée, après la croissance anémique enregistrée ces dix dernières années. Elle a marqué “une hausse de 16,1%” sur les neuf premiers mois de 2021, comparativement à la même période de 2020, a indiqué le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, dans un entretien accordé hier à l'APS. La reprise de la production, avec une croissance à deux chiffres, est un résultat extraordinaire, inespéré il y a à peine quelques mois.

ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

Quand les chiffres faussent l'évaluation

Le document de 60 pages – scindé en quatre chapitres, à savoir les développements macroéconomiques en Algérie au cours de 2021, les perspectives à court et moyen termes, l'évolution de la pauvreté non monétaire en Algérie entre 2013 et 2019 et enfin une vue sur les enjeux liés à la gestion des risques de catastrophe naturelle en Algérie – semble pour le moment contesté.

EN DÉPIT DE LA PROPAGATION D'OMICRON

Les prix du pétrole en hausse

Les prix du pétrole ont augmenté hier, les ruptures d'approvisionnement mondial et la baisse des stocks aux Etats-Unis compensant les craintes que l'augmentation des cas de coronavirus fait planer sur la demande. Les contrats se négociaient près de leurs plus hauts niveaux en un mois, aidés par la vigueur des actions mondiales.

FABRICATION PANDÉMIE COVID-19

UNE PREMIÈRE EN ALGÉRIE

Lancée en septembre 2021, la production du vaccin anti-Covid-19, au niveau de l'unité de fabrication du groupe Sidal de Constantine dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois, est l'un des défis relevés par l'Etat algérien pour assurer une vaccination massive de la population qui continue à bouder les centres de vaccination.



[Rapport de la Banque mondiale: Un expert financier relève des «contradictions»](#)

Pour l'expert économique et financier, Mohamed Boukhari, qui était hier l'invité de la radio nationale Chaîne 1, la «performance économique de l'Algérie en 2021», au bout de deux années marquées par une grave pandémie, «a été bonne». «Pour moi, le montant des réserves de change de l'Algérie est un indice important de la santé de l'économie du pays. Depuis 2012, les réserves de change qui atteignaient à l'époque 201 milliards de dollars, avec un prix moyen du baril du pétrole de l'ordre de 68 dollars, perdaient annuellement environ 20 milliards. Mais depuis 2020, nous constatons qu'il y a une stabilité des réserves de change, 44 milliards de dollars, malgré un prix moyen de 48 dollars le baril.



[E-paiement et e-commerce](#)

[L'informel numérique a le vent en poupe](#)

Dans l'obligation de réduire leurs déplacements et activités, les Algériens se sont tournés vers les services et prestations fournis en ligne, pour résorber ce manque à gagner durant ce confinement



[2022 cristallisera les choix stratégiques de l'Algérie](#)

[L'année de l'excellence économique](#)

L'exemple de cette tendance économique reluisante, nous vient du secteur de la transition énergétique et des énergies renouvelables, avec le lancement attendu de «Solar 1.0000».

«2022 sera une année consacrée exclusivement à l'économie». La phrase du président de la République, tombée comme un couperet, lors de la dernière rencontre gouvernement-walis, a sonné le glas des plus sceptiques et récalcitrants.

Relance économique, Sommet arabe et relations internationales

Les rendez-vous cruciaux de 2022

Le gouvernement devra trouver un équilibre entre nécessité de reprise à court terme et ambition de transformation de l'économie nationale. L'année 2022 sera une année consacrée exclusivement à l'économie. L'affirmation est du président de la République Abdelmadjid Tebboune.



الرئيس الموريتاني يزور مجمع إنتاج اليوريا والأمونيك بأرزيو



قام رئيس الجمهورية الإسلامية الموريتانية محمد ولد الشيخ الغزواني مساء اليوم الأربعاء بزيارة مجمع إنتاج اليوريا والأمونيك بالمنطقة الصناعية البتروكيماوية بأرزيو (شرق ولاية وهران) حيث تلقى شروحات حول نشاطات مجمع سوناطراك.



"نوافذ مستقلة" عبر كافة البنوك العمومية بداية من الخميس

الصيرفة الإسلامية تدخل حيز التنفيذ

يطلق البنك الخارجي الجزائري الخميس عروض ومنتجات الصيرفة الإسلامية بشكل رسمي، ليلتحق بذلك بالبنوك العمومية الخمسة الأخرى التي تحصلت على ترخيص بنك الجزائر والمجلس الإسلامي الأعلى، وهي البنك الوطني الجزائري وبنك التنمية المحلية وبنك الفلاحة والتنمية الريفية والقرض الشعبي الجزائري والصندوق الوطني للتوفير والاحتياط، "كتاب بنك"، إضافة إلى 5 بنوك خاصة تحصلت على الاعتماد، شرعت في إطلاق خدماتها بشكل تدريجي، ليتم بذلك تعميم نوافذ مستقلة للخدمات المالية الإسلامية عبر كافة البنوك العمومية قبل نهاية السنة.



بسبب كورونا والحرائق والجفاف وتذبذب أسعار الصرف

2021.. عام الغلاء والأزمات وانهايار القدرة الشرائية

موجة غلاء غير مسبوق، وانهايار القدرة الشرائية للمواطنين وأزمات في مختلف المواد الاستهلاكية، بسبب عوامل خارجية وداخلية، رافقتها قرارات جريئة من الحكومة لتحسين مستوى المعيشة، هي أهم ما ميز عام 2021 الذي انقضى حاملا معه آمالا وأحلاما لمواطنين يحلمون بمعيشة رغدة، علّها تتحقق في عام 2022.



أرباب العمل: لماذا تجاهل البنك الدولي المديونية ومقاومة الجائحة؟

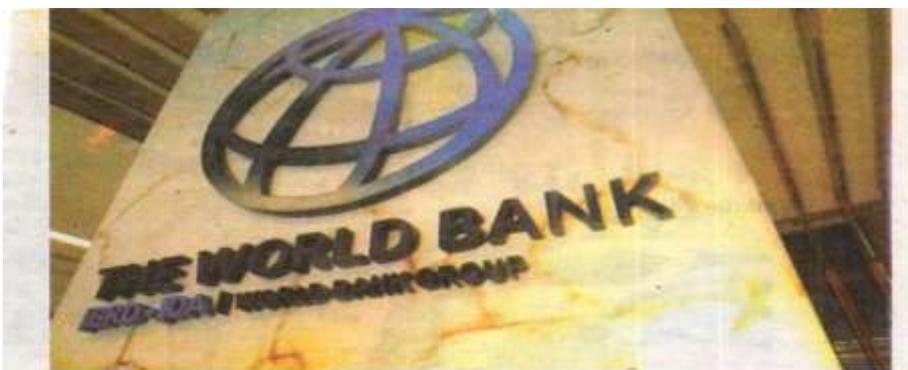
تساءلت الكنفيدريالية الجزائرية لأرباب العمل عن سبب تجاهل تقرير البنك الدولي لسداد الجزائر جميع ديونها وعدم لجوئها للاستنادة الخارجية رغم الأزمة التي أثرت على كبريات الاقتصاديات العالمية .



بنك BNA يطلق خدمتين جديدتين لفائدة زبائنه

تتمثل في “التمويل عن بعد” و”بطاقة النخبة”

قرر البنك الوطني الجزائري BNA ، طرح خدمات جديدة على مستوى كل فروع المتواجدة عبر مختلف ولايات الوطن، قصد جذب أكبر عدد ممكن من الزبائن وتقديم خدمات جديدة لصالح زبائنه، وذلك في إطار الرؤية الجديدة التي تتبناها الحكومة والرامية إلى تطوير قطاع المالية ودعم الاستثمار.



ANALYSE

Abdelkrim Zerzour

Comment la Banque mondiale

Sombre pari

mations par téléphone, en se basant sur ce que lui re-

contient des acteurs locaux.
Plus loin encore, selon les termes du rapport de la Banque mondiale, on voit bien que l'effondrement de l'économie algérienne qui n'a pas eu lieu lui est resté comme un os au travers de la gorge. « L'envoiee aux recettes d'exportation d'hydrocarbures contribue à réduire nettement les besoins de financement extérieur et permet de stabiliser à court terme les besoins croissants de financement domestique », regrettent, presqu'unanimes, les auteurs du rapport en question. Estimant encore que l'Algérie bénéficie d'un « répit temporaire » dû au recul de la pandémie et à la hausse des prix au pétrole. Et somme, la Banque mondiale reconnaît que l'Algérie se porte bien dans le présent et à court terme, mais c'est, ce avenir à « moyen terme » qui se voit sous un angle obscur, et qui introduit le doute quant aux velléités nourries par la portée de ce rapport, qui cherche contre toute logique à noircir la situation socioéconomique en Algérie en créant des circonvolutions qui brouillent leurs repères de l'abstrait. Il est vrai que l'Algérie doit jouir l'inflation, qui a porté atteinte au pouvoir d'achat des citoyens, mais ce n'est pas synonyme d'aggravation de la pauvreté. Preuve est apportée par une organisation onusienne, en l'occurrence le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, qui a classé l'Algérie première en Afrique en matière de sécurité alimentaire.

Si la Banque mondiale trouve que « la dépendance intacte de l'Algérie à l'égard des revenus des hydrocarbures, l'apparition de nouveaux variants de la Covid-19 et le rythme des efforts de réforme annoncés restent les principales sources de risques pour les perspectives économiques », le Conseil d'administration du FMI a, pour sa part, « salué les réformes envisagées par l'Algérie, visant à renforcer les attributions de la Banque d'Algérie et a félicité les autorités algériennes pour leur stratégie de relance de la croissance et de réduction de la dépendance de l'économie vis-à-vis des hydrocarbures ». Ce qui montre clairement que ces deux institutions financières internationales n'ont pas puisé leurs informations à la même source. Et, le FMI reste plus crédible quand on sait que ses experts effectuent leurs enquêtes sur le terrain, ici même en Algérie, alors que la Banque mondiale pêche ses infor-

matons par téléphone, en se basant sur ce que lui contient des acteurs locaux.
Plus loin encore, selon les termes du rapport de la Banque mondiale, on voit bien que l'effondrement de l'économie algérienne qui n'a pas eu lieu lui est resté comme un os au travers de la gorge. « L'envoiee aux recettes d'exportation d'hydrocarbures contribue à réduire nettement les besoins de financement extérieur et permet de stabiliser à court terme les besoins croissants de financement domestique », regrettent, presqu'unanimes, les auteurs du rapport en question. Estimant encore que l'Algérie bénéficie d'un « répit temporaire » dû au recul de la pandémie et à la hausse des prix au pétrole. Et somme, la Banque mondiale reconnaît que l'Algérie se porte bien dans le présent et à court terme, mais c'est, ce avenir à « moyen terme » qui se voit sous un angle obscur, et qui introduit le doute quant aux velléités nourries par la portée de ce rapport, qui cherche contre toute logique à noircir la situation socioéconomique en Algérie en créant des circonvolutions qui brouillent leurs repères de l'abstrait. Il est vrai que l'Algérie doit jouir l'inflation, qui a porté atteinte au pouvoir d'achat des citoyens, mais ce n'est pas synonyme d'aggravation de la pauvreté. Preuve est apportée par une organisation onusienne, en l'occurrence le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, qui a classé l'Algérie première en Afrique en matière de sécurité alimentaire.

Le rapport de la Banque mondiale qui a provoqué la colère des autorités en Algérie, devrait être un élément incitateur pour alier de l'avant, ne pas s'écarter des objectifs de la relance économique et faire en sorte qu'il soit retourné à la face de ses concepteurs comme une giflette. A moins de parler d'un sombre pari, l'avenir n'est jamais gagné ou perdu d'avance.

PERSPECTIVES DE L'EMPLOI EN 2022

Le taux de chômage reste stable

La courbe du chômage a connu une stabilité durant ces années. Avec un taux officiel de 11 % selon le dernier rapport de l'ONS, le nombre de chômage ne dépasse pas les 1,5 million de personnes.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Les perspectives s'annoncent prometteuses avec l'institution de l'allocation chômage pour bientôt. Si le taux officiel est contredit par rapport à d'autres rapports internationaux qui estiment que le taux de chômage serait de 14,54 % en cette année 2021, c'est que la guerre des chiffres est entretenue sciemment par les cercles étrangers qui tentent d'assombrir les perspectives de l'emploi à terme en suspectant toute tendance à l'amélioration. Pire, ils annoncent selon leurs conjectures que ce taux avoisinera les 14,86 % dès l'année 2022 misant sur un avenir incertain sur la création d'emploi en Algérie. Mais les autorités publiques n'entendent pas rester passif à cette réalité amère des chiffres et ont déjà lancé un plan global dont l'institution d'une allocation de chômage a été prévue par la loi de Finances de 2022. Le dossier est devenu une urgence à traiter dans la mesure où la remontée des chômeurs des



jeunes est devenue inquiétante à plus d'un titre. Durant cette année, le ministère du Travail a révélé que "la tranche d'âge entre 18 et 24 ans est la plus touchée par un chômage endémique représentant le tiers de la demande". Mais pas que ça, l'autre tranche en apte de travailler (entre 28 et 35 ans) représente une proportion assez importante dans le monde du chômage. L'autre inquiétude est de voir la hausse des chômeurs diplômés qui constitue un segment important de la population non active. Et face à la rareté de l'offre dans le marché du travail, cette frange souffre d'un calvaire et d'une pénurie dans les recrutements. Face à cela, une nouvelle politique de l'emploi devait fondamentalement remettre en cause les précédentes et mettre sur rail des solutions

pragmatiques à un chômage chronique et endémique.

L'allocation chômage, nouvelle solution

Avec la future allocation de chômage, beaucoup d'encre a coulé sur un sujet d'importance cruciale pour les jeunes, mais aussi pour les perspectives futures de la frange juvénile. Le président de la République qui avait pris un engagement solennel dès son élection en 2019, a pris en charge cette question en instituant une politique de soutien et d'accompagnement pour les populations souffrant de ce fléau. "Une allocation qui sera proche du SNMG sera mise en place dès l'année 2022". En effet, cette indemnité sera "destinée aux vrais chômeurs" qui seront recensés à travers les agences d'emploi du pays pour éviter qu'il y ait de faux bénéficiaires. Selon le rapport du ministère des Finances, l'allocation chômage sera versée selon les paliers des demandeurs d'emploi âgés entre 19 et 40 ans. Avec un minimum entre 8.000 et 15.000 DA, les jeunes chômeurs auront une garantie jusqu'à trouver un emploi. Pour ne léser personne, l'allocation chômage sera équivalente en fonction des aptitudes et qualifications des demandeurs d'emploi. Les textes d'application, qui seront promulgués, préciseront les détails du versement de cette allocation.

F. A.

RETROSPECTIVE 2021
ET PERSPECTIVES

DES CONSEILS DES MINISTRES ET DES ENTREVUES MÉDIATIQUES RÉGULIERS Tebboune au four et au moulin

L'année politique nationale en 2021 a été sans doute marquée par l'activité intense du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Les Algériens ont dû le constater, au moins, à travers la trentaine de réunions du Conseil des ministres et les entrevues médiatiques organisées sous la direction du locataire d'El-Mouradia.

A ces activités menées sans intermittence et à fréquence régulière, s'ajoutent les réunions du Haut conseil de sécurité (HCS) -qui a siégé environ 5 à 6 fois durant cette année-, la présidence de conférences d'importance économique et sociale, des cérémonies officielles et autres rendez-vous engageant la haute autorité de l'État. Autrement, durant toute l'année, le chef de l'État avait maintenu son agenda. Exception faite à la période durant laquelle il avait été hospitalisé en Allemagne pour des soins contre la Covid-19, Tebboune a mené sa mission dans le respect des délais et des échéances. Une force majeure qui l'a amené, toutefois, à suivre de près, les



affaires du pays depuis son lieu d'hospitalisation, conscient de ce que c'est le sens de la responsabilité de diriger un pays.

Durant les réunions du Conseil des ministres, en effet, il a fait en sorte à ce que ses décisions, combien nombreuses, prises sur les volets politique, économique, social et sanitaire, soient traduites d'effet immédiat. Ce qui n'était pas, malheureusement, souvent le cas. Preuve en est, la présidence de la République, dans ses comptes rendus sur les travaux des Conseils, a maintes fois souligné implicitement la colère du chef de l'État lorsqu'il constate que l'une de ses décisions n'a pas été appliquée sur le terrain. Alors de retour en Allemagne pour des soins en janvier 2021, il avait laissé derrière lui une déclaration qui a sonné le départ de

ministres du Gouvernement Djerad. Un gouvernement où il avait relevé « du bon et du moins bon ». Depuis lors, on avait assisté à la nomination d'un nouveau Gouvernement (après les Législatives) et bien des départs de plusieurs ministres pour cause, justement, de manque de résultats.

À cet égard d'ailleurs, et tout récemment (novembre dernier) Tebboune avait chargé son chef du Cabinet, Abdelaziz Khellaf, d'une mission un peu spéciale, à savoir « évaluer les décisions émanant du Conseil des ministres déjà mises en œuvre et d'assurer le suivi de celles non encore exécutées ». C'est dire le souci de suivi rigoureux auquel il soumet les membres du Gouvernement.

Cette nouvelle parade consiste à faire remonter les informations de la base

concernant notamment ce qui bloque les décisions du Conseil.

À ce moment-là, le chef de l'État jugera la responsabilité de chaque ministre selon la mission dont il est chargé. Quelques jours plus tard, lors d'une entrevue médiatique avec les médias nationaux, Tebboune a même fait mieux en annonçant un projet de création d'une Inspection générale rattachée à la Présidence. Celle-ci aura pour mission de « contrôler le travail et les activités des responsables ». Autrement, et là encore, le suivi des décisions va au-delà de la responsabilité ministérielle pour toucher les missions d'ordre inférieur dans la gestion des affaires publiques. Le terrain, c'est peut-être là le défi qui se présente pour le chef de l'État en 2022.

Farid Guellil

RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE SUR L'ALGÉRIE

Une portée limitée, *selon des experts*

DES EXPERTS EN ÉCONOMIE ONT ESTIMÉ que le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie pêche par de nombreux manquements, notamment ceux inhérents aux indices macroéconomiques.

L'économiste M'hamed Hamidouche, enseignant à l'Université d'Alger, estime que les indicateurs sur l'inflation, la croissance économique et la balance commerciale sont au vert. «Nous n'avons pas besoin du diagnostic de la Banque mondiale pour le savoir», s'empresse-t-il d'ajouter. Pour lui, l'Algérie a besoin d'engager des réformes économiques pour se mettre définitivement à l'abri et cesser de compter sur le prix du baril ou les réserves de change. «Toutefois, poursuit-il, il faut adopter une nouvelle philosophie et une politique d'action pragmatique dans la mise en œuvre des réformes». «La portée de l'analyse de la BM est limitée», résume-t-il. Il fait surtout remarquer que son constat dépend des données recueillies par la Banque et de sa méthodologie dans l'établissement de son rapport. «L'essentiel pour notre pays est de consolider ses points forts», lance-t-il.

L'expert international Abderrahmane Mebtoul compare le rapport de la Banque mondiale et celui de la

Banque d'Algérie de décembre 2021 sur l'état de l'économie 2020-2021 qui révèle que le déficit de la balance commerciale est passé de 10,504 milliards de dollars fin septembre 2020 à 1,571 milliard fin septembre 2021.

Mebtoul rappelle aussi que les importations de services ont enregistré un niveau de 5,913 milliards de dollars à fin septembre 2021, ce qui donnerait avec la même tendance, fin 2021, 6,696 milliards de dollars, accusant une forte baisse par rapport aux années 2010 et 2019 où les transferts de devises fluctuaient entre 10 et 11 milliards de dollars. Mebtoul explique que «chaque pays est souverain dans ses décisions. Les hautes autorités, conscientes des difficultés, doivent vite redresser la situation par une nouvelle gouvernance. 2022 sera l'année de tous les défis : relance économique au sein d'une économie ouverte». «C'est une question de sécurité», assène-t-il.

Dans son document intitulé «Rapport de suivi de la situation économique/redresser l'économie algérienne après la pandémie», publié le 22 décembre dernier, la BM prévoit des



perspectives déprimantes pour l'économie nationale.

Evoquant ses prévisions à court et moyen terme, l'institution de Bretton Woods annonce «une croissance éphémère et une reprise fragile». Elle s'attend à une amélioration des indicateurs économiques dans l'immédiat, mais prévient contre une «détérioration à moyen terme». A en croire la BM, le

niveau des importations atteindrait 50 milliards de dollars en 2021 et les exportations hors hydrocarbures 4,6 milliards de dollars, soit «moins de 10% des importations». Selon d'autres prévisions de la BM, la croissance du PIB réel atteindra 4,1% en 2021 puis diminuera progressivement à moyen terme. La BM a également relevé que «l'indicateur de la pauvreté

multidimensionnelle s'est amélioré en Algérie entre 2013 et 2019, traduisant des progrès dans toutes ses dimensions : éducation, santé et conditions de vie». L'institution précise, toutefois, que la pauvreté multidimensionnelle «varie considérablement selon les régions et entre les zones rurales et urbaines».

■ Amokrane H.

EDITORIAL

Le dernier rapport de la Banque mondiale sur l'Algérie surprend par sa partialité et son manque flagrant d'objectivité et de discernement. Un rapport tronqué jusqu'à l'excès, truffé de contrevérités et de conclusions absurdes, donnant la preuve d'une animosité sur commande et traduisant une volonté franche et avouée de faire délibérément l'impasse sur tous les satisfécits que l'Algérie a recueillis de la part d'autres institutions internationales reconnues pour leur crédibilité.

Que la BM brode sur le déni, le manque de rigueur, le népotisme et les affaires scabreuses, c'est un secret de Polichinelle.

De sulfureuses révélations de media ont mis à nu ses manigances et autres coups tordus, prouvant qu'elle est loin d'être au dessus de tout soupçon.

Difficile de ne pas se demander si les classements des pays sont véritablement frappés du sceau de l'impartialité, la BM n'étant pas à sa première violation des règles d'éthique qui ont suscité un tollé général.

Ses excès finiront par ternir définitivement sa réputation et par mettre à mal sa prétendue capacité à convaincre les

UN MUTISME RÉVÉLATEUR

contributeurs à lui faire confiance.

Signe des temps. L'institution financière fait face à la concurrence croissante des nations émergentes qui ont donné naissance à leur propre banque de développement.

Voulant confondre l'Algérie sur le dossier sensible de la pauvreté, la Banque a totalement fait fausse route.

L'Algérie s'est, rappelons-le, engagée à poursuivre ses efforts pour atteindre les 17 Objectifs du Développement Durable et s'associer à l'effort de la communauté internationale pour mener à son terme l'Agenda 2030.

Elle a réalisé des avancées considérables, notamment dans les secteurs répondant aux besoins vitaux des citoyens, comme l'avait souligné le Coordonnateur résident des Nations unies en Algérie.

Par ailleurs, le Plan d'action du gouvernement place les aspirations des citoyens au premier plan, sans aucune discrimination, qu'il s'agisse d'emploi, de logement, de santé,

d'éducation... Dans son rapport, le Système des Nations-unies a évoqué également une coopération solide, croissante et de confiance.

La préservation du caractère et de l'orientation sociaux, ainsi que les principes d'équité consignés dans les textes fondateurs de la Nation algérienne, sont un gage en parfaite symbiose avec la portée et les finalités de l'Agenda 2030.

L'Algérie a été félicitée par des instances internationales pour ses efforts visant à éradiquer la pauvreté sous le seuil de 0.8%, pour la scolarisation de tous les enfants, la représentation féminine au Parlement, ainsi que la réduction de la mortalité mère/enfant. L'Algérie a été classée par le Programme d'alimentation mondial des Nations unies première en Afrique en matière de sécurité alimentaire.

Dans sa dernière cartographie de la pauvreté, le PAM a classé notre pays dans la catégorie des pays dont le taux de personnes sous-alimentées est inférieur à 2,5% de la population totale, durant la période 2018-2020. Elle est le seul pays en Afrique à ne pas dépasser ce seuil. Assurément, pour la BM et ses «doctes» experts, c'est mutisme et bouche cousue.

EL MOUDJAHID



PRIX DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Lutte permanente contre les spéculateurs

L'escalade des prix de large consommation s'est fait de plus en plus ressentir, notamment durant les derniers mois de l'année 2021. Le mois de novembre a connu particulièrement une mercuriale insoutenable pour la bourse de la ménagère. Une situation qui a laminé le pouvoir d'achat des ménages.

Abdelhalim Benyeliès - Alger (Le Soir) - L'Association des consommateurs, par la voix de son président Mustapha Zebdi, parle de manque de visibilité quant à l'application des nouveaux prix. « Rien n'est encore clair, dira-t-il, en attendant la mise en place de mécanismes qui accompagnent ces nouvelles décisions ». Car la situation menace d'empirer avec l'action des intermédiaires qui pourraient se préparer dès à présent à la rétention des produits en prévision de la nouvelle liste tarifaire. Autrement dit, la situation n'est plus facile à gérer en raison de la présence de « trop » d'intermédiaires sur le marché et intervenant à tous les niveaux. Mustapha Zebdi, fidèle à sa thèse, fait appel aux appareils de l'État, afin d'éradiquer tous les parasites qui nuisent au secteur du commerce.

Et pour cela, il dira que le problème de la spéculation devient récurrent en Algérie, et que « nous attendons toujours l'intervention de l'État pour réguler le marché », et de « frapper de main de fer ces spéculateurs qui nuisent sérieusement au pouvoir d'achat du citoyen ».

Mais pour ce qui est de la mercuriale qui prévaut actuellement sur le marché de la consommation, elle devient de plus en plus insoutenable. « Les prix ne sont guère stables », déplorent les commerçants détaillants. « C'est pour la première fois qu'on assiste à une pareille situation de perturbation sur le marché des fruits et légumes », dira un commerçant du marché de Belouizdad, qui reconnaît, à son tour, que les prix des produits ont atteint des seuils inimaginables, à l'instar de la tomate qui a franchi la barre des 195 DA le kilo, le citron à 200 DA, les courgettes à 200 DA, les carottes à 120 DA, les oignons à 70 DA, pour ne parler que de ceux-là, alors que c'est le poulet affiché à 500 DA le kilo et la pomme de terre à 90 DA qui ont défrayé la chronique durant plusieurs mois.

Même si la situation actuelle du marché donne l'allure d'un retour graduel à la normale, il est à constater de légères baisses mais encore non convaincantes. Les viandes blanches sont cédées à 420 DA et par endroits un peu moins, la pomme de terre entre 60 DA et 80 DA, la tomate entre 80

DA et 140 DA, selon la qualité. Mais ce sont les légumes secs, qui constituent le plus gros du menu des couches défavorisées, qui ont pris des ailes. Ils sont toujours inaccessibles, à voir les lentilles affichées à 280 DA, les pois chiches à 320 DA et les haricots blancs à 300 DA le kilo.

Pour le cas de cette dernière catégorie, l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce) l'explique par l'accélération des cotations du marché mondial enregistrée durant l'année 2021. Et pour ce cas précis, l'Apoce compte sur une refonte du barème de l'impôt sur le revenu global (IRG), une mesure qui allégera la pression fiscale sur les revenus des travailleurs et améliorera, de ce fait, le pouvoir d'achat des citoyens à faibles revenus.

Reste que tant que le marché de la consommation demeure déstabilisé par les grands spéculateurs, estime Mustapha Zebdi, et tant que les pouvoirs publics n'ont pas encore défini les modalités de lutte contre la spéculation par des mesures qui puissent garantir l'équilibre du marché et la stabilité des prix, l'« on manque toujours de visibilité » pour se prononcer sur l'avenir de la situation du marché de la consommation pour 2022.

A. B.

تقريره مثقل بالانوايا المريبة

البنك العالمي يشن حربا نفسية على الجزائر

ذهب تقرير البنك العالمي الأخير، بشأن الجزائر، في اتجاه معاكس للواقع الاقتصادي الجاني الذي تعرفه البلاد، ليس على صعيد الأرقام فقط وإنما على صعيد التوجهات الأساسية. وزعم بمستقبل قريب "أسود" وارتباط "أبدي" بمداحيل المحروقات، ما يجعل من مضمونه بعيدا عن "الحياة" التقني اللازم.



حمزة محصول

جاء التقرير تحت عنوان "متابعة الوضع الاقتصادي في الجزائر" خريف 2021، في 4 فصول، موزعة على 60 صفحة. يمكن أن يستشف منها خلاصة أساسية هي: "الجزائر ستعود إلى نقطة الصفر".

والعودة إلى "نقطة الصفر"، لا تقول بها الأرقام أو المؤشرات، وإنما "رغبة" من يقف وراء تحرير التقرير، بطريقة "بالرغم من/ ولكن...". بدليل أن الملخص التنفيذي يبدأ بعبارة "تمتع بفترة راحة (اقتصادية) مؤقتة"، يليه في متن النص العودة على الأمد المتوسط إلى الهشاشة والصعوبات الجمة.

وبالرغم من أن التقرير استوفى كافة الأرقام والإحصائيات التي أثبت التعافي اللافت للاقتصاد الجزائري في السنتين الأخيرتين، بل وتحدث عن انتعاش وصفه بـ "القوي" في النصف الثاني لسنة 2020 في عز تفشي جائحة كورونا وحالة الإغلاق شبه التام التي طبقتها البلاد، إلا أنه لم يسند توقعاته "السوداوية" بأية أرقام.

وقال: "نتوقع أن يصل نمو الناتج المحلي الإجمالي الحقيقي 4,1% في عام 2021، ثم ينخفض تدريجيا على الأمد المتوسط"، بدون أن يقدم تقديرا ولو تقريبا.

في وقت توقع صندوق النقد الدولي في تقريره الصادر في نوفمبر الماضي، نمو بـ 4,5% للاقتصاد الجزائري، في ثاني مراجعة له بعدما توقع في أكتوبر نسبة 3,4% وقبلها في أبريل بنسبة 2,9%.

ويحاول البنك العالمي، أن ينقل للرأي العام، أنه "وبالرغم من" أن الجزائر تعرف أريحية اقتصادية واستقرارا لافتا في احتياطي الصرف، لكنها "لن تستمر لأكثر من سنة إضافية (2022)".

وتأتي الفصول الثلاثة الأخرى، بطريقة

على أن ارتباط أبدي للاقتصاد الجزائري بالمحروقات، إذ يعتقد أن الأريحية المالية في السنتين الأخيرين وخلال 2022، سببها ارتفاع أسعار النفط لأعلى مستوى منذ 2014، لكن سعر البرميل سيعود للنهاوي سنة 2023.

وتجاهل بشكل غريب، اعتماد الجزائر على نموذج اقتصادي جديد، بدعم الصادرات خارج المحروقات، بدأ يحقق أولى النتائج هذه السنة، ورفع نسبة مساهمة قطاعي الصناعة والفلاحة في الدخل المحلي الخام إلى 12% خلال السنتين المقبلتين. ناهيك عن تفاضيه عن قدرة "المقاومة" العالية التي أبدتها الاقتصاد الوطني في مواجهة جائحة كورونا.

من الواضح أن الإنشاء التشريعي (الاستشرافي) البعيد عن المعايير الموضوعية لمعدي التقرير، يدخل ضمن حرب نفسية تشن على الجزائر، التي تظل آخر معاقل مقاومة "الاستبدانة الخارجية"، ويندرج ضمن "أمنيات" ومخططات "دول ولوبيات معادية لكل ما هو إيجابي جزائري".

الصياغة ذاتها، "فبالرغم من" أن الجزائر، قطعا أشواطا جد معتبر في مكافحة الفقر غير النقدي، في منطقة شمال إفريقيا والشرق الأوسط، لكنها "مازلت تسجل تفاوتات في نسب الفقر من منطقة إلى أخرى"، معتمدة في قياسه على امتلاك سيارة من عدمه وسرعة تدفق الأنترنت.

ويعد 5 أيام من إشاعة تم تداولها على نطاق واسع بمواقع التواصل الاجتماعي، مفادها أن الجزائر تحتل المرتبة 188 عالميا في جودة التعليم، اتضح أنه خبر كاذب، يصدر تقرير البنك العالمي ليقول إن الفقر غير النقدي في الجزائر يتجلى في قطاعي التعليم والصحة.

ويضيف في الفصل المتعلق بالمخاطر والكوارث، أنه "ورغم" أن للجزائر قوانين للتعامل مع الكوارث الطبيعية، إلا أن "العاصمة المكتظة بالسكان معرضة للزلازل والتسونامي والفيضانات وانهيار التربة وتآكل السواحل".

ويحكم التقرير عن مؤسسة بروتون وودز،

الخبير الاقتصادي، مصطفى مقيدش: تقرير البنك العالمي "تضليلي"

المرجعية التي ارتكز عليها البنك، أي سنة 2019، ليست فترة "تمثيلية" نظرا لعدم الاستقرار الذي اتسمت به. وإذا خُصص إلى أن "تشويه" المعطيات الرسمية يعكس إرادة بعض الخبراء الزائفين لهذه الهيئة في "إخفاء بروز الجزائر وتشويه كل ما حققته قصد كبح هبتها"، استنكر بوخاري مخططات هذه الجهات التي ترمي إلى إسقاء الجزائر "تحت رحمة جماعات ضغط معينة"، مع محاولة "دفعها نحو الاستدانة الخارجية".

وأشار الخبير، إلى أن البنك العالمي كان "متساهلا أكثر" في استنتاجاته مع بعض البلدان، ولاسيما بلد مجاور من الجهة الغربية، من خلال "تزيين" الانخفاض الحاد لاحتياطياتها من النقد وتأثير الوفاء على الحياة الاجتماعية لسكانها، بل ونسبها في العديد من الإضرابات رغبتة في قيامها بإصلاحات.

وبنه الخبير أن الأداء الاقتصادي للجزائر "موجود بالفعل"، مع تطور للصادرات خارج المحروقات بمبلغ تجاوز 4.5 مليار دولار إلى غاية نهاية شهر نوفمبر الفارط، وهو ما يعكس، على حد قوله، قدرة الجزائر على التخلي عن المحروقات، ويشكل رسالة قوية حول قدرة الجزائر على فرض نفسها في الأسواق الدولية.

كما ذكر الخبير أيضا، أن هذا الحكم الذي أطلقته الهيئة المالية الدولية حول "الرفض المتكرر المزعوم" لإحداث إصلاحات هيكلية، في حين أن قانون المالية 2022 في مادته 187 ينص على مراجعة نظام الدعم، ناهيك عن إغفال إبطال القاعدة 51/49 التي تشجع الاستثمارات الأجنبية المباشرة والارتفاع الملحوظ للصادرات خارج المحروقات.

بدوره اعتبر الخبير المالي والاقتصادي محمد بوخاري، هذا التقرير "تضليلي" ولا يمثل أبدا الوضع الاقتصادي في الجزائر، مشيرا إلى أن هذه الوثيقة تستند في مصادرها إلى الديوان الوطني للإحصاء، لكنها تعطي نتائج مناقضة لأرقامه.

وأكد في هذا الصدد، أن المنحنيات التي تبينها الرسوم البيانية التي أعدها البنك العالمي، حول تطور الاقتصاد الجزائري، "إيجابية" في مختلف القطاعات، في إشارة إلى الأرقام التي قدمها الديوان الوطني للإحصاء التي تترجم نسبة نمو قدرها مثلا +13,8% في مجال البناء و+10,2% في مجال الخدمات، في حين أن الاستنتاجات تبدو "متشائمة".

من جهة أخرى، أشار الخبير إلى أن تراجع الناتج المحلي الإجمالي مقارنة بفترة ما قبل الجائحة، كما هو وارد في وثيقة البنك العالمي، ليس له مبرر، باعتبار أن الفترة

تلقى التقرير الأخير الصادر عن البنك العالمي والخاص بمتابعة الوضع الاقتصادي في الجزائر، انتقادات واسعة من خبراء اقتصاديين جزائريين اعتبروه وثيقة "تضليلية" تهدف للنيل من صورة الجزائر.

من بين هؤلاء، الخبير الاقتصادي مصطفى مقيدش الذي قال إنه "تقاجا وصدمة" من تقرير البنك العالمي شكلا ومضمونا وفي اللهجة التي جاء بها والتفاصيل التي حملها.

وتابع في هذا السياق قائلا، إن الهدف من ورائه هو "تشويه صورة البلد واقتصاده" وليس تقديم تقرير مندرج في النظرة الثلاثية ويستند على مصادر موثوقة، مثلما عودتنا هذه الهيئة العالمية.

ويرى مقيدش، أن هذا التقرير "يضرر مصداقية" تحليلات البنك العالمي من خلال وثيقة "تضليلية" تناولت مواضيع "خيالية"، إذ تطرقت لاتساع رقعة الفقر في بلد لطالما صنفته برنامج الأمم المتحدة الإنمائي في أول ثلاث دول من حيث مؤشر التنمية البشرية.

كما وصف حجم الواردات المتوقعة لسنة 2022، الذي يبلغ حسب التقرير 50 مليار دولار، به انعدام المهنية، في وقت يعرف فيه الميزان التجاري فائضا لسنة 2021 وفي خضم سياسة "ترشيد" الواردات ورفع "ملحوظ" للصادرات خارج المحروقات.

كلام
آخر

بنك يقرأ الفئجان !!

م. م. كاديك

بيدو واضحا أن كاتب تقرير البنك الدولي حول الوضع الاقتصادي بالجزائر، لم يمارس أي شيء يدل على خبرته، وإنما اشتغل على نوع (علمي!) قديم يسمى "قراءة الفئجان". ولقد بدا واضحا - من خلال سطوره - أن (عماريته) خائنه، فلم يأت بشيء ذي بال، وإنما ركز على الصيغ البلاغية والمحسنات البديعية، وحرص على تكرار ما يرغّب في تمريره وفق استراتيجية لم يعد يعتمد عليها سوى (مدّاحي الأسواق)..

طبعاً، لم يكن في إمكان خبير البنك الدولي أن يتجاوز "الجائحة" ولا "انهيار أسعار النفط"، وهذه كان لها أثرها الواضح على جميع الدول. لكنّه لم يلاحظ، كمثّل خبراء صندوق النقد الدولي، أن الجزائر عرفت كيف تتجاوز الصعب، وأنها تمكّنت من الحفاظ على نمو اقتصادها، مع وضع ميكانيزمات فعالة للتخلص من اقتصاد الزرع، والتوجّه نحو نموذج اقتصادي جديد في زمن قياسي، دون أن ترضخ للجائحة ولا لـ "الجّيح" ..

ولسنا نعلم ما الذي فرض على (سي الكاتب) غض الطرف على المنجز الجزائري، إذ يكفي - على سبيل المثال - الاعتراف بأن الجزائر بلد بلا ديون، حتى تنهار الصيغ البلاغية جميعها، ويرى كل قارئ للتقرير أن الزلزال الحقيقي إنما ضرب بعض "القلوب المريضة" التي تعودت على تخليف كل انشغالاتها ومشاكلها وراء ظهرها، كي تموت بهقنطة الجزائر؛ وعلى هذا، لا نرى من سبب وجيه للسقوط في عنف صناعة التقارير، سوى "القنوط" الذي أصاب بعضهم..

على كل حال، لا يحتاج تقرير البنك الدولي إلى تفنيد، فهو يفتد نفسه، ويشرح نفسية الصعلوك الذي يقف وراءه، بل إنه فوق هذا، يعتبر برهانا على أن الجزائر اختارت السبيل القويم من أجل بناء اقتصادي قوي.. وهذا يخيف جميع الصعاليك الذين تمودوا العيش على بيع الدّم..



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

الوزارة المالية الجزائرية
البنية التحتية المالية - الجزائر